

ÉDITO

# Maurice Gourdault-Montagne : « Le couple franco-allemand est nécessaire pour peser à l'international »

Publié dans le Journal du Dimanche le 6 mars 2024

## Interview de Maurice Gourdault-Montagne



Maurice Gourdault-Montagne est diplomate de carrière, et a alterné entre de hautes responsabilités à l'étranger et en administration centrale. Il a ainsi été ambassadeur de France au Japon (1998-2002), au Royaume-Uni (2007-2011), en Allemagne (2011-2014), puis en Chine (2014-2017). A Paris, il fut le directeur adjoint puis le directeur du cabinet d'Alain Juppé, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères (1993-1995) puis Premier ministre (1995-1997). Il devint ensuite conseiller diplomatique de Jacques Chirac à l'Élysée (2002-2007), et enfin secrétaire général du Quai d'Orsay (2017-2019). À l'issue de sa carrière diplomatique, il intègre le Boston Consulting Group et rejoindra le Groupe Adit et ESL & Network en tant que Senior Advisor en octobre 2023.

*La guerre en Ukraine a ravivé les tensions entre Paris et Berlin. Si le couple franco-allemand veut rester le moteur de l'Union européenne, il doit travailler à mieux se connaître pour éviter les divisions et agir de concert, analyse l'ancien ambassadeur de France en Allemagne, Maurice Gourdault-Montagne. Propos recueillis par Ayrton Morice Kerneven.*

**La relation franco-allemande est aujourd'hui tendue au sujet de la guerre en Ukraine. Quels sont les points de crispation qui empêchent la France et l'Allemagne d'accorder leurs violons ?**

La relation entre la France et l'Allemagne est toujours compliquée, d'abord pour des raisons histo-

riques, malgré une volonté politique depuis le traité de l'Élysée de toujours rechercher des convergences, si ce n'est les voies d'un accord. Mais aussi parce qu'elle se déroule dans des contextes totalement différents. Un contexte institutionnel où un président de la République n'est pas un chancelier. Le chancelier doit gérer une majorité avec une coalition où il y a trois partenaires : le SPD, les Verts et les libéraux, qui ne pensent pas la même chose sur la plupart des sujets : énergie, fiscalité, défense, etc.

La politique étrangère en Allemagne est inscrite dans le contrat de coalition entre les différents partis. Et comme tout n'est pas prévu, cela nécessite des discussions extrêmement longues dans lesquelles le Bundestag a toujours son mot à dire. Ainsi, nous avons des processus de décision différents. Chez nous, c'est vertical ; c'est le président de la République qui oriente la politique étrangère de

la France, ce qu'on appelle le « domaine réservé ». Il y a des procédures prévues, notamment quand on engage des troupes sur un théâtre d'opérations extérieures ; on doit alors solliciter l'Assemblée nationale dans les trois mois suivant l'engagement des troupes. Concernant l'Ukraine, il n'y a eu de notre côté aucun engagement de troupes à ce stade, ce qui a permis depuis deux ans au gouvernement d'éviter un débat parlementaire sur la politique étrangère. Un débat est néanmoins prévu prochainement.

Enfin, il ne faut pas oublier le dernier élément, qui est fondamental dans une affaire comme la guerre en Ukraine : c'est la mémoire. Depuis le début de la crise en Ukraine, depuis l'agression russe, les Allemands se sont réveillés avec un certain nombre de souvenirs douloureux, très enfouis, parce que la relation entre l'Allemagne, l'Ukraine, la Russie, c'est une histoire qui remonte au Moyen-Âge. Il faut aussi



regarder la position géographique de l'Allemagne, qui est au cœur du continent, à l'Est et à l'Ouest. Il est évident qu'aujourd'hui, il y a des points de crispation. Et il est compréhensible que les propos du président de la République sur « l'engagement de troupes au sol, qui n'est pas exclu », aient fait bondir les Allemands, notamment parce que, pour toute une génération actuellement au pouvoir, ce sont leurs pères et leurs grands-pères qui ont fait la guerre sur ces théâtres d'opérations.

Il y a des grands cimetières de soldats allemands dans toutes ces régions. Des millions d'hommes sont tombés au combat, et beaucoup ne sont pas revenus après avoir été faits prisonniers. Cela fait remonter des souffrances extrêmement fortes. D'où sans doute la réticence du chancelier à l'envoi de troupes, bien sûr, et aussi de missiles à longue portée qui toucheraient l'intérieur de la Russie. La culture pacifiste de l'Allemagne depuis 1945 rend tout effort de guerre extrêmement difficile à mettre en œuvre. L'Allemagne s'en est remise aux Américains qui l'ont aidée à se reconstruire en matière de défense et de sécurité.

## Emmanuel Macron et Olaf Scholz refusent de s'entendre sur l'idée d'une armée européenne. Pourtant, c'est bien la question: qui doit s'occuper de la défense de notre continent, l'Otan ou l'UE elle-même ?

L'armée Européenne est un concept dont plus personne ne parle aujourd'hui. En revanche, la question est de savoir quelles sont les compétences qui peuvent être celles de l'Union européenne en matière de défense. Vous avez vu qu'on parle maintenant d'avoir un commissaire européen à la défense. C'est quelque chose qui fera partie du débat pour les prochaines élections européennes. Il y a eu depuis de nombreuses années un effort qui a été fait pour que les Européens, ensemble, travaillent à des initiatives de défense. La France a pris des initiatives dans ce sens à plusieurs reprises et c'est au titre de « l'initiative de paix » que l'Union européenne a coordonné son effort de défense et de soutien à l'Ukraine, en termes de matériel et de financement de matériel depuis 2022.

Néanmoins, on se retrouve face à des cultures de défense qui sont extrêmement différentes. La France a développé une culture de défense la plus autonome possible, elle est de surcroît une puissance nucléaire, ce qui ajoute à la complexité de la mise en commun de ce qu'on peut faire. L'idée, c'est d'abord de se coordonner mieux, de consacrer des moyens dédiés à une politique de défense européenne. C'est ce qu'on avait tenté de faire au moment de l'adoption du dernier budget européen. Mais le COVID et le plan de relance ont freiné l'élan. Lors du sommet de l'Union européenne à Versailles quand la France était en présidence, une « boussole stratégique » a été mise en place pour identifier des projets communs et les moyens offerts par la base industrielle européenne de défense.

Tous les pays européens, d'une manière ou d'une autre, ont des capacités de production de matériel de défense. Que ce soit la France,



l'Allemagne, la Pologne, la République Tchèque, la Suède, l'Espagne, l'Italie, tous ces pays-là ont des capacités. Mais avec la Suède et la Finlande, ce sont désormais 24 pays de l'Union européenne sur 27 qui sont dans l'OTAN. Ça veut dire au nom de l'interopérabilité de nos forces, l'achat de beaucoup de matériel américain et donc l'influence de la stratégie américaine. Je rappelle que les États-Unis financent l'OTAN à 70%. Donc la marge de manœuvre européenne est étroite. Il est important aujourd'hui de réfléchir, non pas tant à une armée européenne, qu'à ce que pourrait être un pilier européen de défense. À cet égard, beaucoup de choses avancent, puisque nous avons des débuts de discussions entre la France, qui a voté une loi de programmation militaire de plus de 400 milliards l'année dernière, pour les quatre années qui viennent, l'Allemagne qui a voté un fonds spécial de 100 milliards.

Mais aussi la Pologne, qui veut avoir une armée de 500 000 hommes à échéance de 2030 et consacrer 4% de son budget à la défense, ce qui est considérable, car les autres armées sont généralement de 200 000 hommes; il est intéressant de voir que le centre de gravité de la défense européenne évolue peu à peu vers l'est. Il y a sans doute des potentialités à établir une coopération franco-germano-polonaise en essayant de définir ce que pourrait être une défense européenne appuyée sur un « triangle de Weimar de la sécurité ». Dernier point, la question de la dissuasion nucléaire qui revient sur le devant de la scène à cause de l'Ukraine et des menaces russes et des doutes sur l'engagement des États-Unis. La France, par la voix du président Macron, s'est montrée ouverte à discuter avec des partenaires européens qui le souhaiteraient, de ce que pourrait être la couverture nucléaire de l'Europe, mais dont le pouvoir de décision resterait à la France.

Ce sont des sujets extrêmement sensibles, mais il y a des réflexions en cours. L'Allemagne elle-même paraît intéressée à ce débat. Rien n'est joué ni décidé. Mais nous ne sommes donc pas inertes. Les Européens travaillent à tout cela parce que le monde a changé, parce que les menaces ont

changé. Il y a les menaces conventionnelles, il y a les menaces nucléaires, il y a les menaces cyber, là-dessus il y a un gros travail qui est mené conjointement avec nos partenaires. Il y a eu ce projet allemand de bouclier antimissile sur lequel nous avons des objections, car il y a plusieurs conceptions. Et puis nos projets bilatéraux d'avion de combat et de char qui patinent. Oui, il y a des divisions entre la France et l'Allemagne, il y a néanmoins, par la volonté politique, la recherche de solutions communes dans l'intérêt européen.

## Poutine est-il le grand gagnant de ces divisions entre les États membres de l'Union européenne ?

L'Union européenne a montré qu'elle était unie, notamment dans les sanctions qu'elle a décidées face à la Russie. Néanmoins, l'Union européenne c'est 27 pays, avec leurs histoires, avec leurs processus de décision, avec leurs majorités politiques et avec leurs sensibilités. Vous avez à l'est de l'Europe à la fois les Baltes, qui ont un souvenir terrible de l'occupation soviétique et des déportations. N'oublions pas que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie étaient des républiques de l'Union soviétique jusqu'en 1991. Ils ont donc une sensibilité à fleur de peau. La Pologne, la Hongrie, les Tchèques et les Slovaques aussi ont subi le joug soviétique. Tout ceci est un damier avec des couleurs extrêmement diverses.

Poutine, naturellement, en face de cela, joue sur les divisions des uns et des autres. Pour le moment, il n'y a pas eu de division notamment vis-à-vis des sanctions telles qu'elles ont été décidées. En revanche, les propos du président de la République, contrairement à ce qu'il dit, nous ont sorti de l'ambiguïté stratégique. Là, nous avons dit que nous n'excluons pas l'envoi de troupes au sol, qu'il n'y avait pas consensus, ce qui a été démontré par les déclarations de nos alliés. Poutine a confirmé que les Européens sont divisés sur ce sujet. Et il en tire parti car quand on est dans une situation d'hostilité avec un autre pays, il est évident



qu'on cherche les failles qui vous permettent de diviser ceux qu'on a en face de nous. Et en l'occurrence, nous nous sommes divisés. Le vrai sujet devrait être de réengager les Américains pour renforcer la main des Ukrainiens et là, nous sommes d'accord.

## Les querelles entre la France et l'Allemagne nourrissent souvent l'ironie de ceux qui considèrent l'UE comme ingouvernable. La situation actuelle ne leur donne-t-elle pas raison ?

Il n'y a que les faux naïfs qui pensent que l'UE peut être facilement gouvernable. Nous avons 27 pays qui pensent différemment les uns des autres, avec des histoires différentes, souvent douloureuses et également des fiertés nationales. Le succès politique de l'Union européenne est pourtant là : malgré des tensions, pas de guerre entre les pays de l'Union. Ce succès repose sur une grande réalisation concrète, le marché unique qui a permis l'élévation du niveau de vie de l'ensemble de nos pays à des degrés divers. Il y a certainement des ajustements à faire ici et là nous le voyons en matière de politique agricole commune par rapport à l'évolution des marchés mondiaux.

Nous sommes également gagnants par notre capacité d'avoir une masse critique indispensable quand il s'agit de négociations commerciales face aux grandes puissances et aux pays émergents qui eux pèsent de tout leur poids. Nous pesons parce que nous sommes à plusieurs. Je suis certain aussi qu'il y a un nettoyage à faire pour que l'Union européenne reprenne les priorités qui sont les siennes sans se disperser. Mais encore une fois, je pense que l'UE est un succès. Tout y est l'objet de discussions très longues, très âpres, car les gouvernements élus veillent à avoir le dernier mot de la décision. Alors l'ironie, je dirais, sur le côté ingouvernable de l'Europe, est bien facile.

L'essentiel, c'est de compter sur la scène par rapport aux États-Unis, aux Russes, aux Chinois, aux Indiens, aux Brésiliens, aux Africains. C'est ce qui compte. Il faut peser. Et je ne vois pas d'autre solution que l'Union européenne qu'il faut sûrement améliorer dans ses processus de décision et son contrôle démocratique.

## Le couple franco-allemand en a vu d'autres depuis le traité de l'Élysée signé par de Gaulle et Adenauer, il y a 61 ans. Pourtant, la relation n'a jamais été équilibrée. Est-ce dire que c'est une chimère ?

Le tandem franco-allemand n'est pas une chimère. C'est un attelage qui vient de loin, dont les deux bêtes doivent toujours être poussées à aller dans la même direction. Depuis la guerre de Trente Ans, nous nous sommes battu toutes les générations confondues contre les Allemands. Les deux dernières fois, ce furent des guerres mondiales. Nous avons quand même réussi un tour de force en construisant une relation apaisée et non plus belliqueuse sur la base d'un socle de valeurs communes entre nos deux pays depuis 1945, en particulier en lien avec la notion de liberté que les Français et les Allemands ont développées quasiment ensemble avec nos penseurs et nos philosophes pendant toute la période des Lumières. Cela doit être un exemple pour le monde !

Évidemment, la France et l'Allemagne sont très différentes, d'autant plus différentes qu'il y a une asymétrie croissante entre nos deux pays. Une asymétrie industrielle et économique d'une part, un passé qui n'est pas le même d'autre part, puis des traditions qui ne sont pas les mêmes. Et maintenant, nous sommes un pays endetté quand eux ne le sont pas. Nous sommes un pays qui a 10% de produit national brut industriel, quand l'Allemagne

atteint 25%. Nous avons en revanche des forces en France, une jeunesse éduquée et de nombreuses infrastructures modernes sans oublier nos hautes technologies. L'Allemagne qui a de grandes forces de son côté, est un pays vieillissant qui a des déficits d'infrastructures. Mais il reste que, forts de nos différences, nous devons continuer servir de force d'entraînement à l'ensemble de nos partenaires. De ce point de vue là, je crois fondamentalement à la dynamique franco-allemande.

Même si les temps sont incertains, nous avons montré que nous étions capables de faire de grandes choses. Évidemment, c'est difficile et il faut une volonté politique des deux côtés. La force du tandem franco-allemand c'est aussi les institutions dans lesquelles il inscrit son action. Nous avons les Conseils des ministres franco-allemands qui permettent de se consulter régulièrement, mais aussi l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, ou encore des institutions sur le plan de la défense ou encore pour les échanges culturels ou universitaires. Ce qui est nécessaire pour le couple franco-allemand c'est de renouveler ce qui fait la chair de la relation franco-allemande : la connaissance réciproque de l'autre.

De ce côté-là, on a beaucoup perdu. Nous connaissons beaucoup moins bien l'Allemagne et les Allemands qu'avant. Et réciproquement les Allemands connaissent beaucoup moins bien la France. L'apprentissage de la langue de l'autre est en chute libre. Je pense que l'attelage franco-allemand reprendra de la vigueur lorsqu'ensemble, nous sortirons de l'enfermement de notre alliance avec les Américains, pour aller voir aussi le reste du monde. Lorsque j'étais ambassadeur et que j'allais parler aux Chinois avec mon collègue allemand, nous étions écoutés. Quand j'allais seul en tant que Français ou quand mon homologue allait en solitaire, l'écoute des Chinois était plus distraite. Il faut la masse critique franco-allemande pour pouvoir peser ●

REGARD D'EXPERT

# Le Hezbollah en difficulté face à la pression israélienne

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor au sein d'ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

qu'il ne veut pas la guerre, plus Israël se permet d'élargir ses opérations au Liban.

Depuis le milieu de la décennie 2010, Israël mène régulièrement des raids en Syrie contre des membres de l'« axe de la résistance ». Ses frappes peuvent aussi bien viser le sud du pays que Damas ou même la côte syrienne, pourtant le fief de Moscou. Israël ne s'interdit rien parce qu'il perçoit le renforcement de l'Iran et de ses alliés à sa frontière comme une menace et parce qu'il sait que son ennemi n'a pas les moyens de lui répondre.

Pendant des années, Israël s'interdisait toutefois d'agir avec la même logique sur le terrain libanais. Non pas parce qu'il considérait que la menace y était moins élevée, mais parce qu'il savait que cela aurait d'autres répercussions. La donne a cependant changé depuis le 8 octobre, date du lancement des hostilités entre les deux ennemis à la suite d'une frappe du Hezbollah.

Israël poursuit depuis trois objectifs sur le terrain libanais : éliminer les responsables du Hamas réfugiés au Liban, éliminer un maximum de membres de la force al-Radwan – l'unité d'élite du parti chiite, spécialisée dans les opérations d'infiltration – et détruire des cibles-clés pour affaiblir son adversaire.

Au fur et à mesure des semaines, conscient que son ennemi fera tout ou presque pour éviter la guerre, Israël fait sauter de plus en plus de digues. L'État hébreu s'est ainsi permis d'assassiner Saleh el-Aroui, le numéro deux du Hamas, dans la banlieue sud de Beyrouth ; puis de frapper les régions de Nabatiyé, de Saïda, de Baalbeck, comme pour signifier que son opération ne connaît aucune limite géographique. Certes, le Hezbollah riposte. Mais il le fait, le plus souvent, en respectant les « règles d'engagement », ce qui encourage Israël à recommencer.

Le Hezbollah est en fait sur la défensive : contraint de réagir sans pouvoir reprendre l'initiative et contraint d'espérer qu'une trêve soit décrétée à Gaza pour sortir de ce cercle vicieux. Israël

pour sa part, est déjà dans une logique de guerre au Liban. Il mène son opération, atteint une partie de ses objectifs et prépare le terrain pour une suite éventuelle. Si la diplomatie fonctionne, tant mieux. Sinon, il intensifiera probablement ses opérations jusqu'à la rupture. Le risque pour l'État hébreu, c'est de finir par sous-estimer la menace que représente son ennemi et de se lancer dans un conflit qui aurait pour lui d'importantes répercussions.

Pour le Hezbollah, l'enjeu est plus complexe. Le parti a beaucoup plus à perdre qu'à gagner dans une guerre totale avec Israël. Les Libanais n'en veulent pas, y compris sa propre base, et ne lui pardonneraient pas. Même s'il parvenait à « résister » à l'offensive ennemie, il y laisserait dans tous les cas beaucoup de plumes. Mais il ne veut pas donner un sentiment de faiblesse ni en interne ni sur la scène régionale.

Le « front de soutien » du Hezbollah au Hamas ressemble donc de plus en plus à un traquenard. Il n'a aucun effet décisif sur la poursuite de l'offensive israélienne sur Gaza, mais met le parti – et le Liban – en danger. Idéalement, le Hezbollah aimerait sortir de cette séquence avec un Hamas encore « vivant » à Gaza, un accord avec Israël qui renforcerait sa position au Liban et une forme de reconnaissance américaine du rôle de l'Iran dans la région.

Mais à l'heure qu'il est, la survie militaire du Hamas est loin d'être assurée et le deal irano-américain apparaît (au mieux) lointain. Quant à l'accord avec Israël, il est si intrinsèquement lié à la situation à Gaza que le parti dépend là aussi de la volonté de l'État hébreu. Et si ce dernier décidait de poursuivre ses opérations au Liban-Sud, même en cas de trêve à Gaza, que ferait alors le Hezbollah ? Comment peut-il, en cas de défaite militaire du Hamas, se sortir de ce traquenard sans risquer de tout perdre et sans se renier ?

On comprend que les dirigeants du Hezbollah soient devant des choix très délicats, qui concernent également les autorités de Téhéran ●

## REGARD D'EXPERTE

# Merci Simone !

Par Adélie Ranc



Titulaire d'un Master à l'ISCOM Paris, Adélie a approfondi ses connaissances en e-réputation et influence. Avec deux années d'alternance au sein d'une grande agence de communication, elle a occupé

le poste de Social Media Manager, axant particulièrement son expertise sur la communication corporate. Depuis son intégration en 2023 chez Antidox, elle contribue à affiner son savoir-faire en apportant ses compétences aiguisées dans le domaine des réseaux sociaux.

*De la Loi Veil à la Loi Panot, quelle place pour les femmes dans les débats sur les réseaux sociaux? #IVGDansLaConstitution*

### Les femmes de loi à travers les siècles

Nous sommes en 1974, trente ans après la Libération, Simone Veil, alors Ministre de la Santé de Valéry Giscard d'Estaing, prône la légalisation de l'IVG (interruption volontaire de grossesse) à l'Assemblée Nationale. Des propos haineux envers la Ministre sont tenus lors des débats suivant son discours: « Barbarie, nazisme, génocide, four crématoire et tant d'autres ! » – comme le rappelle le Premier Ministre Gabriel Attal.

Cinquante ans plus tard, en 2024, le recours à l'IVG et la liberté des femmes à disposer de leur corps devient un droit inaliénable, venant s'inscrire fièrement aux côtés de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Et pourtant, si aucun propos racistes ou misogynes ne sortent de l'Hémicycle, le débat explose sur X.

Ce lundi 4 mars, le Congrès se réunit à Versailles suite au dépôt de proposition de loi sur la constitutionnalisation de l'IVG par Mathilde Panot, députée et cheffe du mouvement du parti La France Insoumise et Mélanie Vogel, sénatrice

représentante du parti européen écologiste. Sur X, les réactions sont imminentes. Bien que majoritairement positives, l'indignation des anti-choix reste très visible.



L'opposition, principalement guidée par les tenants de la droite extrémiste et conservatrice, dénonce ce qu'ils qualifient d'acte d'assassinat à l'encontre d'êtres qui ne peuvent faire entendre leur voix. Alors que les partis signataires soutiennent le féminisme et prônent la liberté des femmes.

### Qui et où sont les anti-choix ?

Près de cinquante ans après l'adoption de la Loi Veil, des groupes opposants à l'IVG continuent de réinterpréter son contenu et emploient des termes inappropriés comme ici, « un génocide ». Bien que Simone Veil ait été critiquée par certains à l'époque pour ses positions, les termes utilisés alors continuent d'influencer le débat actuel.

Sur X, la parole est donnée à tous les utilisateurs, qui souhaitent donner leur avis dans un quasi anonymat car si leur nom apparaît, la confrontation, elle, n'est pas physique. Depuis le rachat de Twitter par Elon Musk en 2022 ce dernier a souhaité mettre en avant l'importance de la liberté d'expression sur ce canal.

Gérard De Casas  
@GerardHP67

J'accuse les proIVG de dénaturer la #LoiVeil et d'avoir voulu inscrire l'#IVGDansLaConstitution non par humanisme mais pour alimenter un business lucratif et macabre. Ce sont des eugénistes radicaux qui interdisent le droit de conscience et inscrivent dans le marbre un génocide.

11:00 AM · 5 mars 2024 · 125 vues

Malgré une certaine violence de la part de l'opposition, le débat semble tranché, une écrasante majorité de l'opinion publique soutient la constitutionnalisation de l'IVG. Cependant, un fait interpelle, notamment sur les réseaux sociaux: l'absence quasi totale de références à Mathilde Panot et Mélanie Vogel. Un public majoritairement masculin exprime son point de vue sur la Loi Panot relative aux droits des femmes, mais qu'en est-il des deux femmes à l'origine de cette proposition constitutionnelle ?

### La place des femmes dans un contexte de prise de position politique

Dans l'ensemble, les critiques se divisent entre celles qui sont sévères et celles qui sont tout simplement absentes. Une composition photographique mettant en scène Simone Veil et Mathilde Panot (générée par le parti LFI) suscite des réactions houleuses, tant pour son incohérence politique qu'à travers les attaques personnelles dirigées contre la députée.

FrereCamion  
@frerecamion

Quelle honte... mettre sur une affiche à pied d'égalité une grande femme comme Simone Veil et... Mathilde Panot

11:14 PM · 4 mars 2024 · 131 vues

Quant à Mélanie Vogel, son nom n'apparaît presque nulle part dans les médias sociaux.

Face à ce constat, deux idées émergent: une misogynie encore très présente au XXI<sup>e</sup> siècle en France. Selon une étude menée par le Haut Conseil de l'Égalité, les réseaux sociaux (et notamment X) connaissent une vague masculiniste et une croissance des comptes d'extrême droite. En effet, 33% des hommes interrogés pensent que le féminisme menace la place et le rôle des hommes dans la société.

Aussi, il est pertinent de noter le positionnement politique de Mathilde Panot et Mélanie Vogel: l'opposition entre l'extrême gauche et le gouvernement d'Emmanuel Macron a potentiellement conduit à une invisibilisation volontaire des porteuses du projet de loi.

Nous sommes en 1974, trente ans après la Libération, Simone Veil se trouve confrontée à des paroles d'une violence totalement déplacée.

Nous sommes en 2024, la France sert de modèle au reste du monde, la condition des femmes dans la société évolue, mais qu'en est-il de la considération? ●

### À propos de nous



Xavier DESMAISON  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème: des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.